



Assemblée générale

Distr. générale
26 octobre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 113 e) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de dix-huit
membres du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 26 octobre 2015, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature du Pakistan au Conseil des droits de l'homme pour la période 2016-2018, présentée à l'occasion des élections qui se tiendront le 28 octobre 2015 à New York.

À cet égard, la Mission permanente du Pakistan serait obligée au Bureau du Président de l'Assemblée générale de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe aux États Membres, pour examen. L'annexe énonce les engagements pris volontairement par le Pakistan en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, qui témoignent de la volonté du Pakistan de promouvoir les droits de l'homme et soulignent les progrès accomplis en la matière. Ces engagements ont également été publiés par la Mission dans une note précédente qu'elle a distribuée aux États Membres en date du 19 août 2015.



Annexe**Candidature du Pakistan au Conseil des droits de l'homme pour la période 2016-2018****Contribution et engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

1. Membre fondateur du Conseil des droits de l'homme, le Pakistan a décidé de solliciter sa réélection à l'un des cinq sièges vacants revenant au Groupe des pays d'Asie et du Pacifique au Conseil des droits de l'homme pour la période 2016-2018. L'élection se tiendra en octobre 2015, lors de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, à New York.
2. Le Pakistan a servi deux mandats consécutifs au Conseil, de 2006 à 2011; il a été réélu au Conseil pour l'actuelle période 2013-2015. Le Pakistan estime qu'en étant présent, sans interruption, au Conseil, il pourrait continuer d'apporter son concours aux efforts déployés collectivement pour la cause universelle des droits de l'homme et progresser dans sa lutte en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme aux niveaux national et international.
3. On trouvera ci-après un exposé du concours apporté par le Pakistan à la cause de la promotion et de la défense des droits de l'homme et des engagements qu'il a pris volontairement en la matière, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

Contribution à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et progrès réalisés en ce qui concerne les engagements passés

4. Le Pakistan est pleinement attaché à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Profondément respectueux des normes et des principes relatifs aux droits de l'homme, et fort de l'expérience et des compétences acquises en sa qualité de membre du Conseil des droits de l'homme, le Pakistan espère continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Conseil des droits de l'homme en participant de manière dynamique aux travaux de celui-ci et à ceux de l'ensemble de ses mécanismes, processus et initiatives, ainsi qu'en travaillant avec les membres de la communauté internationale, les organismes des Nations Unies et la société civile.
5. Le Pakistan considère que les droits de l'homme sont le fondement de la paix et de la démocratie, à l'échelle tant nationale qu'internationale. C'est pourquoi il considère comme hautement prioritaire la promotion des objectifs interdépendants que sont le développement, les droits de l'homme et la démocratie. Le pays a accompli des progrès considérables dans le domaine des droits de l'homme malgré les problèmes que pose le terrorisme, dont le Pakistan est la principale victime puisque le phénomène lui a coûté plus de 60 000 morts au cours de la dernière décennie et des centaines de milliards de dollars à son économie.

6. Le Pakistan a ratifié sept des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme et en poursuit l'application; quatre en ont été ratifiés récemment, ainsi qu'un protocole additionnel, comme suit :

a) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) (ratifié le 17 avril 2008);

b) Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) (ratifié le 23 juin 2010);

c) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984) (ratifiée le 23 juin 2010);

d) Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006) (ratifiée le 5 juillet 2011);

e) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (ratifié le 5 juillet 2011).

7. Le Pakistan s'emploie désormais à mettre en œuvre ces instruments au niveau local. À cette fin, le Gouvernement a mis en place dans toutes les provinces, en décembre 2014, des cellules chargées de veiller à l'application de ces instruments.

8. Pour respecter l'engagement qu'il a pris, le Pakistan a créé la Commission nationale des droits de l'homme. Opérationnelle depuis le 19 mai 2015, la Commission est dotée d'un vaste mandat qui englobe tous les aspects des droits de l'homme, notamment les droits des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables de la société, et est habilitée à connaître des plaintes pour violations des droits de l'homme. La Commission contribuera dans une large mesure à promouvoir les droits de l'homme au Pakistan.

9. La création de la Commission nationale des minorités, qui est pleinement opérationnelle depuis 2014, est une autre grande réalisation dans le domaine des droits de l'homme; celle-ci est habilitée à examiner tous les aspects des droits des minorités au Pakistan.

10. Créée en tant qu'organe statutaire en juillet 2000, la Commission nationale de la condition de la femme a vu ses compétences s'accroître et son indépendance se renforcer en 2011. Au cours de ces dernières années, elle a consolidé son rôle en donnant des avis et des conseils au Gouvernement pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations nationales et internationales en ce qui concerne les droits des femmes, notamment de mettre en place des commissions provinciales.

11. La Cour suprême du Pakistan a également mis sur pied une cellule des droits de l'homme, qui exerce ses fonctions sous la supervision directe du Président de la Cour et connaît des cas d'urgence.

12. Un travail important a été accompli ces dernières années dans le domaine législatif, que ce soit l'adoption de nouvelles lois ou la révision de textes en vigueur en vue de les compléter. La nouveauté la plus importante, à cet égard, est la législation en faveur des femmes, notamment :

a) La loi de 2010 sur la protection des femmes contre le harcèlement sur le lieu de travail qui décrit le mécanisme de dépôt de plaintes, la procédure d'enquête

et les sanctions prévues en cas d'infraction, et établit un code de conduite applicable aux lieux de travail;

b) La loi de 2010 portant modification du Code pénal, qui prévoit, pour le délit de harcèlement sexuel, une peine de prison de trois ans assortie d'une amende de 500 000 roupies;

c) La loi de 2011 sur la prévention des pratiques sexistes, qui interdit le mariage forcé, les mariages avec le Coran, la privation faite aux femmes de leurs droits successoraux et la pratique du *vani* ou *swara* qui consiste à donner des femmes ou des filles;

d) La loi de 2011 portant modification du Code pénal qui érige les attaques à l'acide en délit passible de prison à perpétuité et d'une amende de 1 million de roupies;

e) La création en 2011 du Fonds pour les femmes en détresse ou en détention, destiné à accorder une aide financière et juridique aux femmes incarcérées pour diverses raisons et à celles qui sont en grande difficulté.

13. Le Gouvernement a pris des mesures pour empêcher le recours infondé ou abusif à la loi sur le blasphème. En 2004, il a été décrété qu'aucun policier de rang inférieur à celui de commissaire ne pourrait enquêter sur des accusations de blasphème.

14. En outre, le Pakistan coopère étroitement avec les titulaires de mandat au titre de procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Ainsi, il a accueilli la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats du 19 au 29 mai 2012, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du 10 au 12 septembre 2012, et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste du 11 au 13 mars 2013, ainsi que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme du 4 au 8 juin 2012. Ces visites nous ont été utiles en ce qu'elles ont été source d'informations et témoignent de notre engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme; elles participaient de notre volonté de renforcer notre coopération dans le domaine des droits de l'homme.

15. Vu l'importance qu'il attache à la réalisation du droit au développement, le Gouvernement pakistanais a pris des mesures pour intégrer cet objectif dans le plan dit « Vision 2025 », témoignant ainsi clairement de la priorité qu'il accorde à cette question.

16. Le plan « Vision 2025 » permettra d'améliorer l'efficacité des régimes de protection sociale en vigueur et englobe des questions telles que la création d'emplois, l'élimination de la pauvreté et d'autres formes de protection sociale. C'est dans cette optique que le Programme Benazir de soutien au revenu accorde d'ores et déjà une aide financière aux familles dont les enfants sont scolarisés. L'ampleur et la portée de ces mécanismes seront encore élargies grâce au plan « Vision 2025 ».

17. Le plan « Vision 2025 » permettra également de promouvoir et de faciliter la réalisation de l'objectif primordial qu'est l'autonomisation des femmes. Le Plan d'action de 2012 pour une réforme en faveur de l'égalité des sexes, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de développement du secteur public, est un programme phare dans ce domaine. Il vise à intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes à tous les niveaux de la structure de gouvernance et porte sur les questions suivantes : i) la restructuration institutionnelle; ii) la réforme des politiques et les réformes budgétaires; iii) l'emploi des femmes dans le secteur public; et iv) la participation des femmes à la vie publique.

Engagements pris volontairement

A. À l'échelle nationale

18. Afin de consolider les progrès accomplis au cours de ces dernières années et de relever les défis liés à l'extrémisme et au terrorisme, le Pakistan prendra des mesures énergiques pour réformer ses politiques et ses lois et, au besoin, pour faire appliquer effectivement la législation et les politiques en vigueur en matière de droits de l'homme. D'une manière générale, le pays renforcera encore son approche globale, en mettant l'accent sur les interventions futures en faveur des femmes, des enfants, des minorités et des personnes handicapées.

19. Nous nous engageons donc à redoubler d'efforts dans ces domaines, et notamment à :

- a) Élaborer un plan d'action relatif aux droits de l'homme qui définira les orientations stratégiques et les priorités fondamentales du pays dans le respect des obligations nationales et internationales;
- b) Créer un comité conjoint composé d'acteurs nationaux et provinciaux qui, en consultation avec les organisations de la société civile, recensera les lacunes juridiques, examinera les lois discriminatoires et fera le point de l'application de la législation en vigueur;
- c) Rendre plus autonomes et pleinement opérationnelles les institutions nationales de défense des droits de l'homme pour en garantir le bon fonctionnement;
- d) Rendre rapidement justice aux victimes de violations des droits de l'homme en augmentant les ressources humaines et techniques dont disposent les organes chargés d'assurer le respect des lois et les procureurs ainsi qu'en renforçant les capacités d'autres acteurs pertinents, notamment les Cellules d'application des traités;
- e) Élaborer et lancer une campagne de sensibilisation de la population aux différents aspects des droits fondamentaux des femmes, des enfants, des minorités et d'autres groupes;
- f) Prendre et appliquer les mesures suivantes en faveur des femmes :
 - i) Adopter les textes suivants :
 - Projet de loi de 2013 sur la violence familiale (prévention et protection);

- Projet de loi de 2014 portant modification de la loi sur les mariages chrétiens;
 - Projet de loi de 2014 sur le divorce (chrétien);
 - Loi sur la répression du viol (projet de loi de 2014 portant modification du Code pénal) portant révision et amendement de la législation en vigueur;
 - Loi (modification) de 2014 sur le Fonds pour les femmes en détresse ou en détention;
- ii) Formuler des directives nationales sur la lutte contre la violence à caractère sexiste;
- iii) Mettre en place de nouveaux centres de crise pour les femmes et renforcer ou standardiser les centres ou services existants, en collaboration avec la société civile, afin d'offrir des services de réadaptation aux victimes et aux survivantes de violences;
- iv) Encourager, dans le cadre du plan « Vision 2025 », la participation des femmes au monde du travail afin de tirer pleinement parti du potentiel que représente la moitié de la population pakistanaise;
- v) Mettre en place dans toutes les provinces un service d'assistance téléphonique gratuite chargé de recevoir les plaintes, de donner des renseignements et de faire la liaison avec les institutions concernées, notamment les bureaux de médiateurs;
- g) Prendre les mesures suivantes en faveur des enfants :
- i) Adopter les textes concernant :
- a. La création d'une commission nationale des droits de l'enfant;
 - b. La ratification du Protocole facultatif de 2002 à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés;
 - c. La révision de l'ordonnance de 2000 sur le système de justice pour mineurs dans le cadre de l'adoption du projet de loi de 2015 sur le système de justice pour mineurs;
- ii) Éliminer progressivement le travail des enfants, dans le cadre d'une stratégie échelonnée et multisectorielle;
- iii) Continuer à lutter avec détermination, force et volonté politique contre la poliomyélite en vue de son éradication;
- iv) N'épargner aucun effort pour garantir l'application de l'article 25A de la Constitution relatif à l'enseignement gratuit pour les enfants âgés de 5 à 16 ans;
- h) Prendre les mesures ci-après en faveur des minorités :
- i) Assurer le fonctionnement efficace de la Commission nationale des minorités en lui allouant les ressources nécessaires;

- ii) Mettre en place un comité interministériel chargé d'examiner les questions de violations des droits de l'homme des minorités et de promouvoir l'harmonie interconfessionnelle;
- iii) Renforcer et accroître l'efficacité des comités pour l'entente entre les religions mis en place au niveau des districts;
- iv) Consolider les efforts déployés pour améliorer la situation socioéconomique des membres des minorités, et notamment augmenter le nombre et le montant des bourses d'études; fournir une assistance financière aux groupes vulnérables – veuves, orphelins, personnes handicapées et autres; réserver aux minorités 5 % des ressources du Programme national de soutien au revenu et d'autres filets de sécurité sociale;
- v) Veiller à l'application effective des articles 99-A et 295-A du Code pénal, qui répriment la haine religieuse se traduisant par une violence imminente, y compris les discours haineux;
- vi) Œuvrer à la création d'un fonds d'assistance juridique gratuite aux victimes de violations des droits de l'homme;
- vii) Intégrer une démarche soucieuse des droits de l'homme dans la planification du développement en incorporant dans le plan « Vision 2025 » les questions intersectorielles que sont la santé, l'éducation et la planification sociale; s'efforcer en outre d'allouer, dans le Programme de développement du secteur public, des ressources financières et autres suffisantes en faveur des initiatives de promotion et de protection des droits de l'homme ainsi que des initiatives en faveur des femmes.

B. À l'échelle internationale

20. Le Pakistan attache une grande importance à la coopération internationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sur la base des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments, conventionnels ou non, relatifs aux droits de l'homme. C'est dans cet esprit que le Pakistan maintiendra et augmentera sa contribution à la promotion des droits de l'homme à l'échelle internationale et sa collaboration avec le Conseil en procédant comme suit :

- a) En tant que membre fondateur, le Pakistan continuera de veiller à ce que le Conseil des droits de l'homme serve de cadre à un dialogue et à une coopération authentiques fondés sur les principes de non-discrimination et d'impartialité, conformément à la série de mesures pour la mise en place des institutions énoncées à l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme;
- b) Le Pakistan a participé activement en 2011 à la création de divers mécanismes du Conseil et continuera à contribuer à l'efficacité et à l'efficience des méthodes de travail du Conseil et de ses divers mécanismes;
- c) Nous continuerons de jouer un rôle actif au sein du Conseil, dans le but de le renforcer afin qu'il puisse promouvoir le dialogue, la coopération, le renforcement des capacités et la fourniture d'une assistance technique pour la protection et la promotion des droits de l'homme en tenant dûment compte des valeurs historiques, culturelles et religieuses des États Membres et des conditions socioéconomiques qui leur sont propres;

d) Nous continuerons de promouvoir un engagement, un dialogue et une coopération constructifs avec les États concernés pour remédier aux « situations préoccupantes » au sein du Comité des droits de l'homme;

e) Nous considérons que l'examen périodique universel est un mécanisme de coopération permettant de recenser les défis qui se posent en matière de droits de l'homme et de formuler des recommandations concrètes dénuées de motivations politiques. Le Pakistan a participé de manière constructive à son deuxième examen périodique universel en octobre 2012. Nous continuerons d'accroître encore notre participation au mécanisme d'examen périodique universel et de formuler dans ce contexte des recommandations orientées vers l'action qui puissent être utiles à d'autres États Membres;

f) Le Pakistan a eu l'honneur d'être, pendant de nombreuses années à Genève, le coordonnateur du Groupe de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour les droits de l'homme et les affaires humanitaires. Le Pakistan s'est efforcé de jeter des ponts entre le monde islamique et l'Occident et d'aider les deux parties à surmonter les divergences et les malentendus qui sont parfois apparus entre leurs visions respectives sur certaines questions. C'est ainsi que le Pakistan a participé à toutes les grandes initiatives visant à promouvoir le dialogue interculturel et l'harmonie entre toutes les sociétés et les cultures et qu'il a parrainé des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme sur la promotion de la coopération entre religions et cultures au service de la paix. Nous nous engageons à continuer de travailler avec tous les États Membres pour préserver et renforcer ce consensus;

g) Nous nous sommes associés aux Philippines pour présenter tous les ans à l'Assemblée générale la résolution intitulée « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre religions et cultures au service de la paix ». Cette résolution, coparrainée par des membres de toutes les grandes régions du monde, a toujours été adoptée par consensus. Nous nous engageons à continuer d'œuvrer à promouvoir et à approfondir le dialogue entre religions et cultures;

h) Le Pakistan a joué un rôle actif et constructif en faveur d'un consensus sur la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme, intitulée « Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leur conviction ». Cette résolution historique a été adoptée par consensus par le Conseil des droits de l'homme et par l'Assemblée générale. Nous restons déterminés à préserver ce consensus stratégique et à promouvoir l'esprit de dialogue;

i) Le Pakistan a toujours appuyé le rôle et les activités menées par l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir une culture de dialogue, de tolérance et de coopération pacifique entre les nations du monde. Nous continuerons d'appuyer cette initiative;

j) Aussi bien en tant que coordonnateur de l'Organisation de la coopération islamique qu'à titre individuel, le Pakistan a étroitement collaboré avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour promouvoir et défendre les droits de l'homme. Nous nous engageons à continuer d'aider le Haut-Commissariat à accomplir son mandat;

k) Nous continuerons de renforcer la coopération et la collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, y compris en envisageant la possibilité d'en accueillir les envoyés.
